

Annonces Légales

Arrêté R02-2025-12-31-00001

fixant la liste des supports habilités à recevoir des annonces judiciaires et légales pour l'année 2026 en Martinique

CONSTITUTION

FI32904

Par ASSP en date du 15/01/2026, il a été constitué une SASU dénommée :

RJC IMMOGEST

Siège social : gondeau Le Lamentin 97232 LE LAMENTIN Capital : 500 € Objet social : Assistance immobilière et administrative; service de conciergerie; entretien courant et amélioration de biens immobiliers; accompagnement et conseils aux propriétaires; activités connexes et opérations accessoires s'y rattachant; activités réglementées sous réserve d'obtention des autorisations requises Président : Mme ROME Cécilia demeurant gondeau 97232 LE LAMENTIN élue pour une durée de 99 ans. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la Société. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de FORT DE FRANCE.

MODIFICATIONS

FI32901

LA CELLULE DIGITALE

SAS au capital de 7500,00 €
Siège social : ZA DU MANHITY
C/O PUBLIDOM IMM FREGATE
97232 LE LAMENTIN
modification au
RCS de Fort-de-France 892090812

Par décision de l'associé unique du 31/12/2025, il a été décidé
D'augmenter le capital social pour le porter de 7500,00 € à 271445,00 €.
À compter du 31/12/2025.

Puis de la réduire une première fois de 249 107 € en apurement des pertes existantes ; et une seconde fois de 28 838 € par affectation de ladite somme sur un compte de réserve indisponible intitulé « Réserve spéciale provenant de la réduction de capital en vue de l'apurement des pertes futures ». De sorte que le capital social s'élève désormais à 1 000 €

MARCHÉ PUBLIC

FI32908



RECHERCHE D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES

1. Contexte et présentation du gcs de moyens de Mangot Vulcin

Le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin,

(GCS MV), propriétaire des locaux sur la Cité Hospitalière de Mangot Vulcin regroupe deux établissements hospitaliers : le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) et Centre Hospitalier Maurice Despinoy (CHMD)

Le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin (GCS MV) a pour objet la mise en commun de moyens, de services et l'exploitation de la Cité Hospitalière afin de faciliter, d'améliorer, de développer et d'optimiser l'activité et le fonctionnement des établissements membres dans le domaine de la sécurité, la logistique hôtelière et générale, la technique et la maintenance.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin (GCS MV) souhaite procéder à la désignation d'un Commissaire aux Comptes, pour une durée de six (06) exercices, afin de certifier ses comptes et d'assurer la conformité des opérations financières entre les établissements membres et le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin (GCS MV)

2. Objet de la Consultation

La présente Consultation a pour objet la sélection d'un Commissaire aux Comptes pour :

- La certification des comptes annuels du GCS MV.
- La vérification de la régularité et de la sincérité des opérations financières.
- L'émission des rapports légaux et, le cas échéant, des rapports spéciaux.
- La réalisation d'éventuelles missions complémentaires conformes aux textes en vigueur.

Cette Consultation est conduite selon une **procédure formalisée**, avec remise de propositions détaillées par les cabinets candidats et sélection sur critères objectifs.

3. Cadre juridique

La Mission s'inscrit dans le cadre :

- Du Code de Commerce, articles relatifs aux Commissaires aux Comptes
- Du Code de la Santé Publique et du cadre réglementaire applicable aux GCS
- Des dispositions statutaires du GCS de Mangot Vulcin
- Des normes professionnelles de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC)

4. Durée du mandat

Le Commissaire aux Comptes sera nommé pour **6 exercices**
Le mandat débutera à la clôture de l'exercice **2024**

5. Description des missions

5.1 Missions légales
• Certification de la régularité, sincérité et image fidèle des comptes annuels
• Vérification des comptes consolidés si nécessaire

• Émission des rapports légaux et rapports spéciaux
• Information des membres du GCS en cas d'irrégularités ou de risques financiers majeurs

5.2 Missions spécifiques au GCS de Moyens

- Analyse et vérification des flux financiers entre le GCS et les établissements membres
- Contrôle de la conformité des conventions de mise à disposition de moyens
- Vérification des procédures internes de contrôle financier du GCS
- Contribution à l'amélioration du contrôle interne et de la gouvernance financière

6. Profil requis du Commissaire aux Comptes

Le candidat devra :

- Être inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
- Justifier d'une expérience significative dans le secteur public hospitalier ou médico-social
- Maîtriser les spécificités des GCS de moyens et des relations inter-établissements
- Garantir indépendance, impartialité et confidentialité

7. Modalités de consultation et remise des offres

7.1 Contenu du dossier de candidature
Chaque proposition devra inclure :

1. Présentation du Cabinet et de l'équipe dédiée

2. Références similaires, en particulier auprès de GCS ou d'établissements hospitaliers

3. Méthodologie d'audit proposée

4. Planning prévisionnel d'intervention

5. Proposition financière détaillée

6. Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes

7. Déclaration d'indépendance et absence de conflits d'intérêts

Accompagnée de :

*La Lettre de candidature signée (formulaire DC 1)

*La Déclaration du Candidat (formulaire DC 2)

* Les justificatifs relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'Entreprise.

*L'Attestation de fourniture des Déclarations Sociales et de Paiement des Cotisations et Contributions de Sécurité Sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de Sécurité Sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des Cotisations et de Contributions datant de moins de six (06) mois (**articles D 8222-5-1° du Code du Travail et D. 243-15 du Code de Sécurité Sociale**).

*Les Attestations et Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31.12.2025.

* Le Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B.) ou Relevé d'Identité Postal (R.I.P)

7.2 Analyse et Jugement des Candidatures et des Offres

Dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du Décret n° 2018-1050 du 03 décembre 2018 au moyen des critères suivants, classés par ordre décroissant d'importance :

- Critères de jugement des candidatures

* Respect des obligations énumérées aux articles R 2142 -1 ; R 2143-3 ; R 2143-4 ; R 2143-5 ; R 2143-14 du Décret n° 2018-1050 du 03 décembre 2018.

- Critères de jugement des offres

* Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Compréhension des enjeux du GCS MV - 30 %

- Expérience et références dans le secteur hospitalier - 30 %

- Méthodologie et organisation de la Mission - 20 %

Coût global de la Mission - 20 %
L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui aura obtenu la note totale la plus élevée.

A l'issue de l'analyse des offres, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'entamer des négociations avec l'ensemble des Candidats.

Les négociations sont alors conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats.

Vous voudrez bien transmettre vos pièces administratives accompagnées de votre offre (proposition financière) :

• **Soit en Recommandé avec Accusé de Réception** (ou dépôt contre récépissé) à l'adresse suivante :

Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin
Cellule Marchés Publics
BP 303 - Route du Vert-Pré - Quartier Mangot-Vulcin - 97286 LAMENTIN
de 7 H 30 à 14 H 00 les lundi, mardi et jeudi et de 7 h 30 à 12 h 00 les mercredi et vendredi.

• **Soit par Voie Electronique** à l'adresse Internet URL de l'Etablissement : <http://gcsmv.e-marchespublics.com>

• **Date d'envoi de la présente note à la publication**
Le MARDI 20 JANVIER 2026
• Date limite de remise des candidatures et offres
Le VENDREDI 20 FEVRIER 2026 à 12 heures (Heure de Martinique)

• Renseignements complémentaires
La date limite de réception de demande de renseignements complémentaires est de 10 jours avant la date limite de réception des Candidatures et des offres.

Le délai de validité de l'offre retenue est de quatre-vingt-dix jours (90 jours) à compter de la date limite fixée pour la réception des Dossiers.

Passé ce délai, le Candidat reste tenu par son engagement, à moins qu'il ne s'en déclare expressément délié par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception adressée à Madame L'Administrateur du GCS MV.

Notification des résultats : Le Candidat retenu et le(s) Candidat(s) non retenus seront avisés par courrier Recommandé avec Accusé de Réception. Le Candidat retenu recevra par envoi postal en recommandé avec Accusé de Réception, une photocopie de l'Acte d'Engagement avec ses annexes, ainsi qu'un Certificat de Cessibilité de Créance(s) « pour valoir titre en cas de Nantissement », signés du représentant légal de l'Etablissement.

Abandon de la Procédure : Le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de Mangot Vulcin (GCS MV) peut décider, à tout moment, jusqu'à la signature du Marché, de ne pas donner suite à la Procédure. Les Candidats ne pourront prétendre à aucune indemnisation ou dédommagement.

Le Pouvoir adjudicateur,
Administrateur du GCS MV,

Marie-France ROBLOT-COULANGES

TRIBUNAUX

FI32905

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE FORT DE FRANCE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT PRONONCANT LA CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

AFFAIRE : N° RG 13/00034

Le 17 Juin 2014 le Tribunal judiciaire de Fort De France, anciennement Tribunal de Grande Instance de Fort De France a prononcé la clôture pour insuffisance d'actifs à l'égard de :

Madame Sylviane PAMPHILE

3, Rue des Quadrilles

Route de l'Entraide

SIREN : 492 125 281

Activité : Kinésithérapeute

* juge commissaire titulaire : **Madame Magali GUYOT,**

Rappelle que les fonctions du juge commissaire prendront fin au jour où le compte rendu de fin de mission du liquidateur aura été approuvé.

* Met fin à la Mission du mandataire Liquidateur :

la SCP BR&ASSOCIES, Représentée par Me Michel BES, en qualité de mandataire liquidateur,

Centre d'affaires Dillon-Valmerière - 97200 FORT DE FRANCE

**Notre e-mail
contact@lelegis.fr**

**Notre téléphone
06 90 25 89 84**